

Bujumbura le 14 avril 2009

A Son Excellence Monsieur le Président de la République
du Burundi avec les assurances de notre plus haute
considération ;

Transmis Copie pour Information à :

- L' Honorable Président de
l'Assemblée Nationale du Burundi
- L' Honorable Président du Sénat du Burundi
- Son Excellence Monsieur le Premier Vice
Président de la République du Burundi avec
les assurances de notre très haute
considération ;
- Son Excellence Monsieur le Deuxième Vice-
Président de la République du Burundi
avec les assurances de notre très haute
considération

à

Bujumbura

Objet : Lettre ouverte à Son Excellence Monsieur le Président
de la République du Burundi

1. Les organisations signataires de la présente lettre s'adressent à Votre Excellence pour
Vous exprimer leurs profondes préoccupations par rapport au contexte sécuritaire actuel
caractérisé par des menaces, des intimidations et des assassinats ciblés dirigés entre
autres vers les acteurs de la société civile.

2. Les mêmes organisations rappellent à l'attention de Votre Excellence les cas suivants :

- L'assassinat ignoble de Monsieur Ernest MANIRUMVA, Vice Président de
l'OLUCOME, la nuit du 8 au 9 avril 2009 ;
- L'assassinat de deux Chefs de quartiers dans la commune Kamenge ;
- L'assassinat de Monsieur Frédéric MISIGARO, ancien cadre du Service National
de Renseignement ;
- L'assassinat du Directeur du Lycée de Rushubi ;
- Les coups et les blessures infligés à Madame Joselyne NDAYISHIMIYE,
infirmière à l'Hôpital CESAR dans la nuit du 8 au 9 avril 2009.

3. Des cas d'intimidation sont aussi légion à l'endroit des acteurs politiques en général et de la société civile en particulier. En effet :

- Selon des sources concordantes, des listes des Leaders de la Société civile à éliminer seraient élaborées et régulièrement mises à jour par des services secrets ;
- Des Leaders de la Société civile reçoivent des menaces téléphoniques ou des tracts ;
- Des discours de certaines autorités publiques assimilent faussement les activistes de la société civile aux opposants politiques.

4. Parallèlement à ce tableau sombre s'ajoutent d'autres situations inquiétantes, entre autres :

- La chasse aux albinos
- Les entraînements paramilitaires dont les cas de Kirundo et Makamba en sont une illustration concrète ;
- Le laxisme et/ou l'incompétence des services de sécurité en matière d'enquête et de protection de la population ;
- L'instrumentalisation de la justice ;
- L'impunité des crimes.

5. Le paroxysme de l'insécurité vient d'être atteint par l'assassinat odieux, sauvage et ignominieux de notre confrère Ernest MANIRUMVA, Vice Président de l'Observatoire de Lutte contre la Corruption et les Malversations Economiques « OLUCOME » dans la nuit du 8 au 9 avril 2009 à son domicile après avoir été contraint par le groupe de meurtriers à leur montrer des documents qu'ils cherchaient à son bureau et chez lui pendant environ trois heures.

6. Ces organisations prennent acte de la mise en place d'une Commission d'enquête Ad hoc mise en place par la Direction Générale de la Police Nationale le 10 avril 2009. Cependant, l'expérience a prouvé que ce genre d'enquêtes n'aboutit jamais. L'opinion nationale et internationale se rappellent que les enquêtes sur les cas suivants n'ont jamais abouti. C'est notamment le cas du Docteur Kassie Manlan alors Représentant de l'OMS, de Luis Zuniga alors Représentant de l'UNICEF, Nimubona Samuel ancien Représentant Légal de l'Association « Ministère du Réveil en Afrique », du Nonce Apostolique Michael Courtney, d'Agnès Bury de l'ACF, des victimes de Muyinga et Kinama, des Victimes Banyamulenge de Gatumba et d'autres laissés en silence.

7. Les associations signataires de la présente lettre rappellent que :

- La société civile constitue la voix des sans voix et sont de ce fait des partenaires du Gouvernement pour la paix et le développement socio-économique du pays ;
- La sécurité des personnes et des biens est une obligation du Gouvernement conformément à la Constitution de la République du Burundi et d'autres textes internationaux qu'il a ratifiés.

8. Eu égard à tout ce qui précède et spécialement en ce qui concerne l'assassinat du Vice Président de l'OLUCOME, Monsieur Ernest MANIRUMVA, les organisations signataires de la présente lettre **recommandent** ce qui suit :

1. D'user de Votre pouvoir constitutionnel pour mettre fin à ces assassinats et ces intimidations ;
2. De commanditer une enquête internationale sur cet assassinat dans la fraîcheur des faits afin que le mobile soit élucidé et que les commanditaires et les exécutants de cet ignoble crime soient identifiés et traduits en justice ;
3. De reconnaître feu Ernest MANIRUMVA, comme Héros national de la bonne gouvernance au Burundi ;
4. De décréter un deuil national à l'honneur de cet illustre disparu ;
5. D'adresser un message d'apaisement à la Nation.

Dans l'espoir d'une attention particulière que vous allez réserver à nos préoccupations, nous vous prions d'agréer, Excellence Monsieur le président de la République, les assurances de notre plus haute considération.

Organisations signataires en annexes.

C.P.I à :

- Son Excellence Monsieur le Ministre de la Bonne Gouvernance et de la Privatisation ;
- Son Excellence Monsieur le Ministre de la Justice et garde des Sceaux
- Son Excellence Monsieur le Ministre de la Sécurité Publique.
- Son Excellence Monsieur le Ministre de l'Intérieur
- Le Corps Diplomatique et Consulaire accrédité à Bujumbura.
- Son Excellence Mahmoud Youssef Représentant Exécutif du Secrétaire Général des Nations au Burundi.

à
Bujumbura

